

MISSION DE L'ÉGLISE ET DOCTRINE SOCIALE



CHAPITRE 1 : EVANGELISATION ET DOCTRINE SOCIALE

Féconder et fermenter la société grâce à l'évangile

62 *Par son enseignement social, l'Église entend annoncer et actualise l'Évangile au cœur du réseau complexe des relations sociales. Il ne s'agit pas simplement d'atteindre l'homme dans la société, l'homme en tant que destinataire de l'annonce évangélique, mais de féconder et de fermenter la société même par l'évangile*⁷⁸. Prendre soin de l'homme signifie, par conséquent, pour l'Église, impliquer aussi la société dans sa sollicitude missionnaire et salvifique.

La vie commune en société détermine souvent la qualité de la vie et, par conséquent, les conditions où chaque femme se comprennent et décident d'eux-mêmes et de leur vocation. Voilà pourquoi l'Église n'est indifférente à rien de ce qui, dans la société, se choisit, se produit et se vit, à la qualité morale, c'est-à-dire authentiquement humaine et humanisante, de la vie sociale.

La société et, avec elle, la politique, l'économie, le travail, le droit et la culture ne constituent pas un milieu purement séculier et mondain, et donc marginal et étranger par rapport au message et à l'économie du salut. Enfin, la société, avec tout ce qui s'y réalise, concerne l'homme. C'est la société des hommes, qui sont « *la première route et la route fondamentale de l'Église* ».

63 *Avec sa doctrine, l'Église se charge du devoir d'annonce que le Seigneur lui a confié. Elle concrétise dans les événements historiques le message de libération et de rédemption du Christ, l'Évangile du Royaume. En annonçant l'Évangile, l'Église « atteste à l'homme, au nom du Christ, sa dignité et sa vocation à la communion des personnes ; elle lui enseigne les exigences de la justice et de la paix, conformes à la sagesse divine »*.⁸⁰

*Évangile qui résonne grâce à l'Église dans l'aujourd'hui de l'homme*⁸¹ *la doctrine sociale est parole qui libère. Cela signifie qu'elle a l'efficacité de la vérité et de la grâce de l'Esprit de Dieu qui pénètre les cœurs, en les disposant à cultiver les pensées et les projets d'amour, de justice, de liberté et de paix. Évangéliser le social signifie alors insuffler dans le cœur des hommes toute la force de sens et de libération de l'Évangile, de façon à promouvoir une société de l'homme car à la mesure du Christ : c'est construire une cité de l'homme plus humaine, car plus conforme au Royaume de Dieu.*

64 *L'Église, avec sa doctrine sociale, non seulement ne s'éloigne pas de sa mission, mais elle lui est rigoureusement fidèle. La rédemption accomplie par le Christ et confiée à la mission salvifique de l'Église est, certes, d'ordre surnaturel. Cette dimension n'est pas une expression limitative, mais intégrale du salut*⁸². Le surnaturel ne doit pas se concevoir comme une entité ou un espace qui commencerait là où finit le naturel, mais comme l'élévation de celui-ci, de sorte que rien dans l'ordre de la création et de l'humain n'est étranger à l'ordre surnaturel et théologal de la foi et de la grâce, ni n'en est exclu, mais que tout y est plutôt reconnu, assumé et élevé : « En Jésus-Christ, le monde visible, créé par Dieu pour l'homme – ce monde qui, lorsque le péché y est entré, a été soumis à la caducité - , retrouve de nouveau son lien originare avec la source divine de la sagesse et de l'amour. En effet, "Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique". De même que dans l'homme-Adam ce lien avait été brisé, dans l'homme-Christ il a été de nouveau renoué »⁸³

65 *La rédemption commence avec l'Incarnation, par laquelle le Fils de Dieu revêt tout l'homme, excepté le péché, selon les solidarités instituées par la Sagesse créatrice divine, et englobe tout dans son don d'Amour rédempteur. L'homme est rejoint par cet Amour dans l'entière de son être : être*

corporel et spirituel, en relation solidaire avec les autres. Tout homme – non pas une âme séparée ou un être fermé dans son individualité, mais la personne et la société des personnes – est impliqué dans l'économie salvifique de l'Évangile.

Porteuse du message d'Incarnation et de Rédemption de l'Évangile, l'Église ne peut pas parcourir une autre voie : par sa doctrine sociale et d'action efficace qu'elle met en œuvre, non seulement elle ne défigure pas son visage et sa mission, mais elle est fidèle au Christ et se révèle aux hommes comme « sacrement universel du salut »⁸⁴. Ceci est particulièrement vrai à une époque comme la nôtre, caractérisée par une indépendance croissante et par une mondialisation des questions sociales.

CHAPITRE II : L'AGRICULTURE, MOTEUR DE DEVELOPPEMENT D'UNE COMMUNAUTE (FAO)

Introduction

Le rôle de l'agriculture dans l'économie.

1. Le secteur agricole est au cœur de l'économie des pays les moins avancés (PMA). Il représente une large part du produit intérieur brut (PIB) (de 30 à 60 pour cent dans les deux tiers d'entre eux environ), emploie une proportion significative de la population active (de 40 pour cent à 90 pour cent dans la plupart des cas), est une importante source de devises (de 25 pour cent à 95 pour cent dans les trois quarts des PMA), produit la majeure partie des denrées alimentaires de base et est la seule source de subsistance et de revenus pour plus de la moitié de la population de ces pays. Les liens étroits en amont et en aval qui existent à l'intérieur du secteur rural ainsi qu'avec les autres secteurs de l'économie produisent en outre un effet de stimulation de la croissance et de la génération de revenus.
2. Ainsi, la plupart de ces pays ne pourront pas vraiment progresser sur la voie de l'expansion économique, de la réduction de la pauvreté et d'une plus grande sécurité alimentaire s'ils ne valorisent pas les ressources humaines et les capacités productives potentielles du secteur agricole pour accroître sa contribution au développement économique et social en général. Une production vivrière et un système agricole solides et dynamiques sont par conséquent l'un des principaux piliers de la stratégie de croissance économique et de développement. L'agriculture dans les PMA ne peut pas continuer d'être considérée comme un facteur résiduel, de ne pas retenir davantage l'attention des pouvoirs publics et d'être négligée dans les investissements. Les défis de la mondialisation et de la libéralisation des échanges.
3. Bien que la mondialisation offre de nouvelles possibilités de croissance et de développement dans toutes les régions du monde, les espoirs et les promesses qu'elle a suscités la libéralisation rapide des échanges et des marchés financiers ne se sont pas encore matérialisés dans nombre de pays en développement, et en particulier dans les PMA. En fait, ces derniers se trouvent de plus en plus marginalisés, spécialement dans le commerce de produits agricoles. La part combinée de leurs exportations de produits agricoles est tombée d'environ 5 pour cent du total mondial au début des années 70 à 1 pour cent à peine en 1996-98.
4. Les PMA se heurtent à nombre de difficultés, aussi bien internes qu'externes, dans les efforts qu'ils déploient pour développer leur agriculture et ainsi améliorer leur sécurité alimentaire et accroître leurs recettes d'exportation. Au plan interne, ces difficultés tiennent à une faible productivité, à la rigidité des structures de production et d'échanges, à une base de compétences limitée, à une faible espérance de vie à la naissance, à l'insuffisance de l'instruction et des qualifications, aux défaillances de l'infrastructure et à des cadres institutionnels et politiques inadéquats. Dans le même temps, du fait de l'intégration croissante des marchés causée par la mondialisation et la libéralisation des échanges, leurs économies doivent opérer dans un environnement extérieur de plus en plus compétitif. Les PMA continuent de n'exporter qu'une gamme étroite de produits primaires extrêmement vulnérables aux fluctuations de la demande et à la dégradation des termes de l'échange. En outre, leur dette extérieure demeure très lourde. L'incapacité dans laquelle se trouvent les PMA de soutenir la concurrence non seulement sur les

marchés mondiaux mais aussi sur leurs marchés intérieurs se reflète dans la hausse de la facture de leurs importations de produits alimentaires.

5. Il importe de trouver des moyens efficaces d'appuyer les PMA pour les aider à améliorer leur situation économique et sociale, mener à bien des transformations structurelles, modifier leur économie, améliorer leur productivité sur les marchés internationaux, surmonter les contraintes auxquelles ils se heurtent du côté de l'offre et, en définitive, accélérer une croissance durable.

Portée du présent document

6. Le présent document porte sur le rôle que le secteur agricole peut jouer dans l'accélération de l'expansion économique et du développement des PMA et leur intégration au commerce, l'objectif étant d'identifier les éléments d'une stratégie que les PMA – avec l'appui de la communauté internationale – pourraient mettre en œuvre pour exploiter leur potentiel agricole en améliorant leur productivité et en renforçant leurs capacités de production de manière à pouvoir tirer pleinement parti des possibilités d'échanges qu'offre le système commercial multilatéral. À cette fin, il a été procédé à une évaluation des principales contraintes qui entravent le développement de leur agriculture, notamment celles liées à la mondialisation et au régime commercial pouvant présenter un intérêt pour les PMA du point de vue des politiques générales, compte tenu de l'expérience acquise au cours de 30 dernières années environ et des programmes de développement de l'agriculture et d'amélioration de la compétitivité qui ont donné les meilleurs résultats. Dans ce contexte, ce document contient une évaluation des incidences de la libéralisation des échanges ainsi que quelques principes directeurs qui pourraient faciliter l'intégration de l'agriculture des PMA à l'économie mondiale d'une manière qui aiderait ces pays à maximiser la contribution que cette intégration pourrait apporter à leur croissance et à leur développement. Ainsi, l'on s'est attaché à répondre aux questions spécifiques ci-après :

- Quels sont les facteurs qui ont facilité ou entravé le développement agricole dans les PMA du point de vue de leur base de ressources (ressources aussi bien naturelles qu'humaines), de leurs politiques internes, du développement humain, de leurs institutions et de l'environnement économique extérieur ?
- Quels problèmes faudra-t-il résoudre à une époque marquée par la mondialisation et la libéralisation des échanges ?
- Quels enseignements peut-on tirer des efforts passés de développement agricole ?
- Que faudra-t-il faire améliorer la compétitivité de l'agriculture des PMA et atténuer les autres contraintes auxquelles ils se heurtent du côté de l'offre ?
- Quel rôle les gouvernements des PMA et de leurs partenaires de développement ainsi que les autres parties prenantes devraient-ils jouer ?

Par l'Animateur Pastoral,

William MPUTU LUTUMBA

Tél. : 0815463658 / 0850081056

Whatsapp/ 0907615792